

Aussi, la politique d'équilibre régional accorde-t-elle une importance particulière aux investissements sociaux afin de donner à tous les citoyens la même qualité de vie : création d'hôpitaux, extension de l'infrastructure sanitaire, construction de logements, édification de villages, généralisation de l'électrification, multiplication des liaisons téléphoniques, développement des moyens de communication, rapprochement de l'administration des citoyens, pénétration de la radio et de la télévision dans les régions les plus reculées du pays. Les aspects sociaux de cette politique lui donnent toute sa portée et lui confèrent une dimension qui transcende ses aspects matériels pour donner toute sa valeur et sa dignité à l'homme.

En tendant à offrir, à tous, les mêmes conditions de vie, la politique d'équilibre régional permet une répartition saine du peuplement entre les différentes parties du pays, la diminution des mouvements internes de population, qui, incontrôlés, aboutissent au dépeuplement de vastes régions et donc à leur stagnation, car elles sont vidées de leurs éléments les plus jeunes, c'est-à-dire des éléments les plus dynamiques et les plus ouverts au changement. Ces mouvements engendrent la concentration humaine sur certains points du territoire, le développement d'immenses métropoles où les problèmes économiques et sociaux prennent des aspects dramatiques. Les ensembles urbains gigantesques favorisent la dislocation du tissu social, génératrice de déséquilibres et de déchirements tant individuels que familiaux. L'homme est inséré dans un environnement physique et matériel qui accroît ses fatigues et sa tension. De plus, ces ensembles urbains ne trouvent pas de justification économique dans la mesure où leur réalisation, leur entretien et leur gestion exigent la mobilisation de sommes énormes dont le poids doit être supporté par toute la nation.

La politique d'équilibre régional vise à la mise en place d'une armature urbaine harmonieusement répartie sur toute la surface du pays en utilisant rationnellement le potentiel de l'homme. Il s'agit de multiplier les communautés urbaines où chacun est totalement intégré et trouve les pleines conditions de son épanouissement culturel, social et économique.

La politique d'équilibre régional s'appuie sur des programmes spéciaux élaborés en liaison avec les masses populaires elles-mêmes. Cette politique qui doit se poursuivre par les programmes communaux et d'autres moyens encore, marque la volonté de maîtriser le processus de développement et non de le subir. Elle exige une vigilance constante afin que soient évitées les déviations, les inégalités et les tensions que provoque toute expansion accélérée insuffisamment contrôlée. Elle sera mise en œuvre chaque fois qu'un déséquilibre laisse apparaître un retard économique dans une région par rapport à l'ensemble du pays.

V. - LES FORMES SOCIALISTES DE GESTION

L'appropriation collective des moyens de production et le lancement du développement du pays selon la voie du socialisme posent le problème du mode de gestion du patrimoine et des activités économiques, sociales et culturelles de la Nation. Les structures et les modes de fonctionnement qu'appelle la solution de ce problème, doivent correspondre, de manière adéquate, à une série d'objectifs : obtenir une conservation correcte des biens du peuple, assurer une croissance continue et élevée du potentiel du pays dans tous les domaines, faire fonctionner la vie économique, sociale et culturelle de la Nation suivant les règles de l'efficacité et à la satisfaction de tous, s'intégrer et s'adapter aux transformations qu'entraîne sans cesse le progrès, veiller au respect des principes de justice sociale qui sont à la base du socialisme et, enfin, faire des travailleurs les artisans de leur propre destin.

Si l'appropriation collective des moyens de production élimine la base matérielle et sociale de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est en élevant les travailleurs à la dignité de producteurs responsables et en faisant d'eux la source d'inspiration et la force d'exécution des décisions qui engagent leur sort, que le socialisme atteint la plénitude de sa signification et du contenu révolutionnaire des transformations par lesquelles il bouleverse l'ordre social révolu.

Le système de gestion qui découle ainsi de l'option socialiste peut revêtir des formes diverses selon les exigences des activités auxquelles il est appliqué et suivant le degré de complexité qui caractérise ces activités. L'une des conditions de réussite du système de gestion socialiste consiste à empêcher sa dégénérescence en un système bureaucratique qui aboutit à l'étouffement de l'esprit d'initiative et qui se caractérise par l'appa-

rition de formes autocratiques de l'autorité et par la cristallisation de nouveaux privilèges non justifiés et contraires à l'éthique et à l'essence du socialisme.

A la suite de la récupération des terres exploitées naguère par la colonisation et de l'abandon d'une multitude d'unités économiques par leurs propriétaires étrangers, les travailleurs de tous les secteurs se sont érigés en comités de gestion pour assurer la relève des exploitants colonialistes. Ces comités se sont mués ensuite en unités autogérées qui ont constitué la première forme de gestion socialiste lancée dans le pays au lendemain de l'indépendance.

Avec les grandes opérations de récupération des ressources nationales, la nationalisation des secteurs vitaux de l'économie et le lancement des grands plans de développement et la mise en œuvre de la Révolution agraire ainsi que celle de la gestion socialiste des entreprises, réalisés par le Pouvoir révolutionnaire, l'entreprise socialiste s'est établie comme la structure qui régit la gestion des activités économiques sociales et culturelles en Algérie. L'entreprise socialiste couvre aujourd'hui la quasi-totalité des secteurs d'activités du pays, y compris une partie du secteur agricole socialiste.

Avec la mise en œuvre de la Révolution agraire, le système coopératif qui couvrirait déjà une partie des activités de production et de services dans l'agriculture, a pris une large extension. La coopérative constitue un moyen adéquat pour initier les paysans tributaires au sens du travail collectif, donner une forme organisée à leur solidarité, permettre d'atteindre la taille nécessaire pour l'utilisation des techniques et des moyens modernes en matière agricole et, enfin, pour éduquer et élever leur esprit d'initiative qui représente une exigence primordiale dans la vie de l'agriculture. Il ne fait pas de doute que l'expérience en cours dans le cadre de la Révolution agraire en ce qui concerne les structures organisationnelles et la gestion ne manquera pas de déterminer dans l'avenir sur l'évolution de l'ensemble du secteur agricole.

1 - La propriété d'Etat, qui se définit comme la propriété détenue par la collectivité nationale à travers l'Etat, qui est l'émanation de cette collectivité, représente la forme la plus élevée de la propriété sociale et l'entreprise socialiste constitue la structure appropriée pour l'action de l'Etat dans l'édification du socialisme.

L'entreprise socialiste, formant une entité appartenant à l'Etat dont elle relève directement, constitue l'instrument le plus approprié pour la matérialisation des objectifs de la Révolution en matière de socialisation des moyens de production, car la propriété d'Etat représente la forme la plus élevée de la propriété sociale. Etant l'expression de la collectivité nationale dans son ensemble, l'Etat est l'institution la mieux qualifiée pour conduire la gestion des biens qui appartiennent à cette collectivité. Il correspond, dans la hiérarchie de l'ordre institutionnel du pays, à l'échelon où s'affirment et se manifestent les intérêts et la volonté de toute la Nation prise dans son ensemble, et non les intérêts ou la volonté d'une collectivité limitée aussi importante soit-elle, qui ne serait d'une fraction de la Nation.

Emanation du pouvoir des forces sociales qui soutiennent la Révolution et qui sont intéressées, au premier chef, au succès du socialisme, l'Etat revêt un contenu socialiste et s'affirme comme la manifestation du pouvoir de tous les travailleurs à l'échelle nationale. Par l'action de l'Etat et à travers l'intervention de ses représentants, c'est donc le pouvoir des travailleurs qui s'exerce sur la direction des institutions et des activités du pays dans tous les domaines et, en particulier, dans ceux de la vie économique, sociale et culturelle. A cet égard, il convient de démasquer et de dénoncer certaines tendances qui, en essayant d'opposer la notion de démocratie socialiste à celle de l'Etat dans le développement de notre Révolution, visent en fait à jeter la suspicion sur le caractère socialiste de notre Etat et du Pouvoir révolutionnaire qui dirige l'œuvre d'édification nationale et de construction du socialisme.

L'action de l'Etat, elle-même, implique, pour être réussie et guidée valablement dans la ligne directrice de la Révolution, la présence d'un Parti d'avant-garde solide, armé d'une conception théorique juste des tâches de la Révolution, animé d'une foi révolutionnaire ardente dans l'avenir de la Nation et dans la justesse de la cause du socialisme et sachant adapter son travail à la lumière des enseignements tirés de l'expérience pratique et des idées neuves issues du progrès de la pensée.